

*Les crédits*

mant les politiques du gouvernement sans offrir aux Canadiens une autre voie économique à suivre.

Au cours des quelques dernières semaines, nous avons entendu les députés de l'opposition blâmer le gouvernement de ne pas avoir réussi à maîtriser la dette nationale. Le critique du Parti libéral en matière de finances a fait la déclaration suivante:

Chaque année depuis que le gouvernement du premier ministre a pris le pouvoir en 1984, le ministre des Finances n'a pas manqué une seule occasion de dire dans ses exposés budgétaires que le déficit était la source de tous nos maux et, à maintes reprises, il a promis de s'y attaquer. Toutes ces années, le gouvernement n'a jamais fait ce qu'il avait dit qu'il ferait.

Le chef de l'opposition a dit ceci:

Partout à travers le monde, les gens d'affaires, les financiers se rendent bien compte que le déficit canadien et la dette canadienne sont absolument hors de contrôle avec ce ministre.

Il est très agréable de constater que l'opposition est d'accord avec nous sur au moins un point, mais la question n'est pas de savoir si les députés sont prêts à admettre que la dette nationale est trop élevée, mais bien de savoir s'ils ont le désir et le courage de faire quelque chose pour régler ce problème.

Si les Canadiens avaient écouté attentivement ce qu'ont dit les députés de l'opposition à la Chambre au cours des huit derniers jours, on aurait pu leur pardonner de conclure que ces députés croient que la dette n'est pas un grave problème ou que c'est un problème qui peut être résolu sans sacrifices. Nous ne pouvons plus accumuler déficit sur déficit sans nous soucier du lendemain. Les Canadiens en sont conscients, même si les politiciens refusent de l'admettre. Chefs de famille, hommes d'affaires, agriculteurs, tous savent qu'ils ne peuvent pas dépenser plus qu'ils gagnent et s'en tirer indemnes.

• (1040)

Le gouvernement ne peut pas se soustraire aux principes qui s'appliquent à la maison, au bureau ou à la ferme. Il ne peut abroger les grandes lois économiques, pas plus qu'il ne peut abroger la loi de la gravité. Bref, chaque Canadien doit assumer sa part de la dette d'Ottawa, soit plus de 12 300\$. Il doit 3\$ de plus qu'hier à la même heure. Demain, il devra 3\$ de plus qu'aujourd'hui. La dette nationale augmente de 80 millions de dollars par jour.

[Français]

Le résultat, c'est que nous dépenserons en intérêts cette année plus qu'au titre des soins de santé, des allocations familiales, de la sécurité de la vieillesse et de l'assistance sociale ensemble. L'année dernière, nos paiements d'intérêts ont représenté 31c. de chaque dollar obtenu par les taxes canadiennes. Cette année, ce sera

35c. A moins que nous ne prenions des mesures tout de suite, ce sera encore davantage l'année prochaine, et l'autre après, et ainsi de suite!

[Traduction]

Je ne parle pas en termes abstraits: la dette pose un problème réel, chaque Canadien est touché. C'est la façon dont nous—en tant que gouvernement et que société—allons l'aborder qui va déterminer la qualité de vie au Canada. Si nous n'agissons pas immédiatement, la survie même des programmes que l'opposition se targue de défendre est compromise.

Dans son budget, le ministre des Finances transmet un message: nous avons déjà trop parlé de la dette, passons aux actes. Étant finalement disposés à faire face aux conséquences de notre prodigalité, nous devons examiner nos options à la lumière de trois principes de base.

D'abord et avant tout, assurons-nous du maintien des programmes sociaux qui font du Canada un pays différent des autres. Le gouvernement seul ne peut pas régler le problème national de la dette sans cesse croissante. Seul un effort national concerté permettra de le régler.

Deuxièmement, dans cette lutte, nous devons nous assurer que ceux qui portent le fardeau le plus lourd sont ceux qui ont les moyens de le faire.

Troisièmement, nous devons voir à ce que les plus pauvres et les plus faibles continuent de bénéficier d'une protection complète.

Comment ces principes s'appliquent-ils dans le budget actuel? Prenons deux exemples. Le premier concerne les changements apportés aux allocations familiales et aux pensions de vieillesse. L'opposition prétend à tort qu'en faisant payer plus d'impôt aux bénéficiaires d'allocations familiales et de pensions de vieillesse à revenus élevés, on fait payer les gens dans le besoin. Au contraire, seuls les bénéficiaires les plus riches sont touchés! Environ 96 p. 100 des personnes âgées n'auront pas à payer les nouveaux impôts sur les pensions de vieillesse. Seuls les 2 p. 100 d'entre eux qui touchent plus de 76 000 dollars par année devront rembourser intégralement leurs prestations de SV. De même, nous savons que 86 p. 100 des familles canadiennes ne sont pas du tout visées par les changements apportés aux allocations familiales. Ceux qui ont besoin d'aide continueront d'en recevoir. Ceux qui n'en ont pas besoin devront contribuer davantage à la restauration de notre santé économique.

Mon second exemple porte sur les garderies dont le porte-parole du Parti libéral a parlé. On prétend que ce sont les enfants qui paieront pour ce budget. Au contraire, ils paieront si nous n'appuyons pas ce budget et si nous laissons grossir la dette. Chaque dollar ajouté à la dette nationale est un dollar volé à nos enfants. Nous croyons